

INFORMATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

ÉCONOMIE DU SOUS-DÉVELOPPEMENT

CRUMMEY (Donald), STEWART (C. C.) ed. — *Modes of production in Africa. The precolonial era.* — Beverly Hills, Sage, 1981, 256 p. (Sage series on African modernization and development 5.)

Dans le monde anglo-saxon il existe des historiens africanistes en relativement grand nombre (d'ailleurs, pour certains, c'est l'Américain P. Curtin qui a lancé l'histoire de l'Afrique ancienne à la fin des années 1950). En France aussi il y a des historiens de l'Afrique ancienne, mais ce sont le plus souvent des anthropologues passés à l'histoire et... au marxisme. La reconnaissance du fait que la véritable anthropologie se conjugue au passé ou que l'histoire africaine par son oralité ne peut être qu'anthropologique explique cette disparition des barrières disciplinaires, du moins pour les périodes précoloniales. Le recours au marxisme est dans ce cas-ci un puissant adjuvant qui permet de théoriser le social et l'évolution historique d'un même mouvement. Ce recueil reprend un certain nombre de communications d'un colloque tenu en 1977 sur le thème : le paysan et l'État, qui est en quelque sorte le sujet par excellence de cette histoire précoloniale.

L'ouvrage s'ouvre sur une remarquable introduction des éditeurs sur « la pauvreté de l'historiographie précoloniale » qui justifie le recours au marxisme. Deux communications sur l'Éthiopie (M. Abèlès — français — et D. Crummev), deux autres sur la boucle du Niger (R. Roberts et M.

Mason), un cas touareg (C. C. Stewart), dahoméen (R. W. Kilkenny) ougandais (E. I. Steinhart) et d'Afrique centrale (B. Jewsiewicki), tels sont les exemples analysés pour des périodes qui peuvent remonter au-delà du XVIII^e siècle. Les rapports lignagers, serviles, tributaires des écologies de la chasse, de la pêche, de l'élevage, les relations de production et les inégalités sociales deviennent le moteur d'une histoire qui devient celle de la lutte des classes. A l'heure où en France on en revient un peu d'un marxisme anthropologique par trop théoriciste, il est intéressant de voir comment ce marxisme se développe outre-Atlantique et comment il s'articule avec les traditions de l'empirisme anglo-saxon. Un excellent plaidoyer pour une histoire des contradictions internes des sociétés africaines. [J.-C.]

GRINDLE (Merilee S.) ed. — *Politics and policy implementation in the Third World.* — Princeton, Princeton University Press, 1980, XV + 310 p.

Le programme kényan de constructions immobilières qui s'était assigné, à l'origine, des objectifs sociaux, s'est vu détourné de ceux-ci sous l'influence des élites urbaines et de leur évaluation (sincère) des normes minimales que doit satisfaire un logement. Plus paradoxalement, le programme zambien de développement des coopératives a vu sa mise en

œuvre gênée par sa popularité même (celle-ci ayant, dans la définition des objectifs, reflété et accentué des ambiguïtés qui ont interdit aux techniciens de faire des choix concrets : ceux-ci n'auraient pu que décevoir une partie des attentes).

Telles sont les conclusions des deux études de cas africains que comporte ce volume (qui en contient sept autres, ainsi que deux textes théoriques sur la mise en œuvre des politiques socio-économiques dans le Tiers monde).

L'intérêt de telles études est évident pour quiconque connaît le décalage entre la présentation originelle des projets socio-économiques et leur mise en œuvre effective (notamment lorsque ces projets sont financés par l'État et/ou des « aides » étrangères). A condition de percevoir, comme le font les meilleurs passages de ces études

familles est toujours perçu comme une nécessité économique par ceux qui sont, comme le sera leur progéniture, voués à la malvie et à la mort précoce ; comment l'imparfait développement de l'enseignement « moderne » suscite aspirations, aliénations, inadaptations et déceptions. Au terme de ce voyage souvent effrayant, parce que réaliste dans ses descriptions et dans ses chiffres, se montre le pouvoir : celui de posséder et celui d'ordonner qui, inéluctablement, se rejoignent pour fonder des systèmes d'inégalités, nationaux et internationaux, se satisfaisant de la misère et de l'incomplétude du plus grand nombre parce que s'en nourrissant sans prendre garde aux risques accumulés, non seulement pour les minorités privilégiées momentanément à la merci d'une colère des pauvres, mais pour l'ensemble de la planète qui vogue entre

Immanuel Wallerstein et son équipe. L'économie-monde est une théorie qui pose comme hypothèse l'existence de l'histoire et du système capitaliste comme système mondial. Cette position de principe ouvre la voie à de multiples recherches empiriques et théoriques, historiques et contemporaines pluridisciplinaires. Le changement social dans l'économie capitaliste mondiale, le *système-monde*, passé et présent, du capitalisme et les processus du *système-monde* avaient été les thèmes majeurs des précédents volumes. Dans le dernier d'entre eux, on retrouve également des études consacrées aux différentes parties du système (centre, semi-périphérie et

périphérie), à la fois : la révolution caféière de Saint-Domingue au XVII^e siècle (M. Trouillot), la création de l'État grec comme résultat de la dynamique des classes et de l'incorporation dans la périphérie européenne (K. Papadantonakis) sont les cas concernant la périphérie. Le passage à une situation de semi-périphérie est examiné à travers les cas du Mexique (R. Tardanico), du Brésil contemporain (W. Goldfrank) et de la réforme agraire en Iran (N. Ahmad). Nous passons ensuite à des études plus globales sur la nature de l'État (J. Lunday, F. Ramirez et G. Thomas), sur les cycles de développement (les classes intermédiaires dans le processus de bipolarisation — D. Johnson — et

de répondre aux questions suivantes : les entreprises multinationales sont-elles facteur d'autonomie ou de dépendance économique des pays en voie de développement ? Favorisent-elles ou non leur intégration économique ? Répondent-elles aux besoins de développement exprimés par ces pays ?

L'étude porte sur trois firmes ivoiriennes : CAPRAL, filiale de Nestlé, SIVOA, filiale de l'Air liquide, SIEM, filiale de Carnaud S.A. L'ouvrage nous livre une analyse générale de la structure de l'économie ivoirienne, puis un historique des firmes multinationales et de leur implantation en Côte-d'Ivoire. Il dresse enfin le bilan au niveau des transferts de technologie, de l'accumulation du capital, ainsi que des effets sur l'emploi et les revenus.

Il y a beaucoup de données, en particulier en provenance de la comptabilité nationale et de la Centrale des bilans ivoiriens. Toutefois celles-ci donnent parfois lieu à quelques erreurs d'interprétation. Les auteurs ignorent en particulier que les marges prélevées par la Caisse de stabilisation sur le café et le cacao figurent dans la comptabilité nationale dans le commerce et non dans l'agriculture, ce qui biaise quelque peu leur appréciation générale de la structure de l'économie ivoirienne (p. 41-42).

La partie la plus intéressante et la plus complète concerne le transfert de technologie. En revanche, le bilan économique nous laisse sur notre faim et la démonstration n'est pas toujours convaincante. L'affirmation selon laquelle « on peut estimer que les profits ont permis de financer une sortie nette de capitaux en termes de rapatriement de bénéficiaires, ainsi que par le moyen de réinvestissements, un accroissement de leur patrimoine local » (p. 159) n'est étayée par aucun calcul. La constatation que les firmes créent peu d'emplois (p. 174-175) ne serait significative que si le nombre d'emplois créés était rapporté à une autre grandeur (capital investi, participation de l'épargne locale, coût en devises de l'investissement...). Enfin

le solde en devises établi p. 183 (part de la production exportée moins achats à l'étranger) n'a guère de signification économique. Il eût mieux valu utiliser le gain net en devises selon la « méthode des effets » qui mesure l'accroissement de valeur ajoutée nationale. Le critère choisi met CAPRAL en première place puisqu'elle transforme des produits d'exportation, alors que la méthode des effets montre que, du fait des exonérations considérables qu'elle a obtenues, son gain en devises est négatif, ce qui, par rapport à l'exportation de produits non transformés, correspond à une perte de valeur ajoutée nationale.

Ces difficultés dans l'accès aux informations de base et leur traitement ne retirent rien à l'urgence de ce type de questions. [G. D.]

MWANSASU (Bismarck U.), PRATT (Cranford) ed. — *Towards socialism in Tanzania*. — Dar-es-Salaam, Tanzania Publishing House, 1979, X-243 p. Index.

Recueil de textes présentés lors d'une conférence organisée à Toronto en 1976 par l'African Studies Committee du Centre d'études internationales de l'Université locale, ce volume prend la suite d'une série d'ouvrages de structure similaire : un certain nombre d'« experts » ayant travaillé en Tanzanie font le point, dans leur domaine, sur l'expérience *ujamaa*. Les experts sont ici canadiens, auxquels se sont joints quelques Scandinaves et quelques Tanzaniens ; ils ont, pour la plupart, connu la Tanzanie d'après la Déclaration d'Arusha (1967) ; ils ont été et demeurent, à des degrés divers, favorables au projet de Julius Nyerere et de la TANU, même s'ils n'hésitent pas à critiquer les politiques définies pour le mettre en œuvre. Ainsi, la succession des études portant sur la période 1967-1977 forme-t-elle comme un contrepoint détaillé du bilan dressé par le Président tanzanien lui-même (*La Déclaration d'Arusha, dix ans après*, publié en français chez

L'Harmattan) et va-t-elle dans le même sens. Le thème de ce volume, son titre le dit bien, est qu'il y a eu en Tanzanie une stratégie conséquente de construction du socialisme et que, dans l'ensemble, quels qu'aient été les erreurs ou les obstacles, cette stratégie a été appliquée et a permis une transformation considérable de la société.

Cette appréciation positive vise aussi à déborder les critiques de « gauche » du régime tanzanien, les tenants d'une interprétation qui voit dans la décennie d'après Arusha l'émergence conjointe d'une bourgeoisie bureaucratique et d'un capitalisme d'État en lieu et place du parti d'avant garde et de l'économie socialisée qu'ils jugent indispensables à la construction du socialisme.

Cet ouvrage est aussi un témoignage — à sens un peu unique, à vrai dire — sur ce que l'on pourrait appeler la tanzanologie, voire sur ce qu'Ali Mazrui pensait devoir nommer la tanzaphilie... Mais ce n'est certes pas là son aspect le plus important. Plus précisément, la stratégie d'ensemble, le projet sont d'abord exposés par Cranford Pratt et Bismarck Mwanasasu ; puis Reginald Green étudie les réformes économiques et leurs résultats pendant la période 1967-1974 ; Ian Parker et John Loxley poursuivent cette analyse en l'illustrant à l'aide des questions précisément soulevées par la *National Development Corporation* et les institutions monétaires ; Jonathan Barker présente les éléments du débat sur le « socialisme rural », mais ce sont surtout Jannick Boesen, très critique, et Adolpho Mascarenhas, plus optimiste, qui évoquent l'un des axes les plus importants de la stratégie de transition au socialisme : la création des villages *ujamaa*, les campagnes de « villagisation », leur avenir et leurs conséquences ; pour finir, Bismarck Mwanasasu revient sur l'évolu-

détail, sinon indispensable dans son ensemble, *Towards socialism in Tanzania* dépeint clairement le chemin parcouru alors que le paysage n'était pas encore trop accidenté : les sécheresses des années 1973-76 avaient été surmontées, tant bien que mal ; les conséquences les plus néfastes de la « villagisation » commençaient à s'estomper. Un nouvel élan semblait s'amorcer, qu'allait briser dramatiquement l'invasion de la Tanzanie par les troupes ougandaises et la guerre qui s'en suivit, qu'allait compromettre aussi les modifications de la situation économique internationale. C'est à cette aune qu'il faut désormais mesurer la solidité du système tanzanien, mais c'est là l'objet d'un autre livre sans doute. [D. M.]

ÉTATS LUSOPHONES

ANDREINI (Jean-Claude), LAMBERT (Marie-Claude) — *La Guinée-Bissau. D'Amilcar Cabral à la reconstruction nationale.* — Paris, L'Harmattan, 1978, 213 p. Bibliogr.

CABRAL (Nelson Eurico) — *Le moulin et le pilon. Les îles du Cap-Vert.* — Paris, L'Harmattan, Agence de coopération culturelle et technique, 1980, 189 p. Bibliogr.

Voici deux ouvrages visiblement faits pour se compléter dans l'esprit de l'éditeur. En effet, jusqu'au coup d'État de Joao Bernardo « Nino » Vieira, chef de l'armée et Premier ministre de Guinée, le 15 novembre 1980, les îles du Cap-Vert et la Guinée-Bissau étaient dirigées par le même parti politique, le PAIGC, créé par Amilcar Cabral en 1956. Les deux

lité des cadres issus des deux peuples, dont Amilcar Cabral avait rêvé d'unir le destin. Pendant la période coloniale, un grand nombre de métis capverdiens avaient occupé les postes subalternes de l'appareil d'État colonial, alors que la résistance africaine continuait encore en Guinée-Bissau (jusque vers les années trente). Aux différences nationales s'était donc ajouté un antagonisme de classe. Toute politique de réunification des deux pays devait détruire les bases matérielles de ces tensions. Outre un exposé des conditions naturelles défavorables dont souffrent ces deux pays, et de l'héritage colonial, on était donc en droit de s'attendre à une problématique analysant franchement ces problèmes.

De ce point de vue, les deux ouvrages sont très inégaux. Le premier n'est qu'un exposé, certes consciencieux, de la ligne politique du PAIGC. Les textes officiels remplacent l'analyse concrète de la situation de ce pays. Rien sur l'intégration aux accords de Lomé, rien sur les accords avec Citroën, rien sur l'accord militaire avec le Portugal et l'OTAN. Aucune analyse sérieuse des rivalités entre Guinéens et Capverdiens. Les six dernières pages (conclusion et post-face) se veulent plus critiques, et abordent le problème de la dépendance vis-à-vis des pays occidentaux et de la démocratie interne au PAIGC : mais c'est pour nous affirmer que la première a été contrebalancée et la seconde préservée. Au moment même où Luis Cabral avait failli se faire renverser pour la seconde fois par Malam Sanha qui avait la sympathie de la majorité de l'armée, au moment où le même Luis Cabral faisait fusiller et jeter dans des charniers des centaines d'opposants, dont les corps putréfiés furent retrouvés après le coup d'État !... Cet ouvrage a donc terriblement vieilli après le 15 novembre 1980.

Ce n'est pas le cas du second. Il s'agit d'une étude historique et sociologique des îles du Cap-Vert. L'auteur prend grand soin d'analyser, chapitre après chapitre, les modifications des

couches et classes diverses, qui ont abouti à la formation sociale actuelle dans laquelle, à côté des moyens et grands propriétaires qui subsistent, pullulent les micro-propriétaires ou métayers, tandis que les villes croissent rapidement. Il par île, les nuances sont décrites. S'il ne s'agit pas d'un ouvrage à proprement parler militant, l'auteur ne cache aucun problème : de l'oppression des femmes capverdiennes, maintenue, à la dépendance incroyable vis-à-vis des capitaux étrangers ; des tensions montantes avec la Guinée-Bissau à la bureaucratisation accélérée du PAIGC ; des conditions de réussite de l'indispensable réforme agraire à la répression contre les opposants. Certes, l'auteur n'a pas prévu la mort du PAIGC et le coup d'État. Mais on comprend fort bien la crise de 1980 après avoir lu ce livre. [M. C.]

BRIEUX — *Angola An III.* — Paris, Ed. Rupture, 1980, 426 p. Bibliogr. Index.

Ce gros volume émane visiblement d'un diplomate ayant travaillé plusieurs années en RPA et qui, de ce fait, a amassé une documentation très importante. Disons-le tout de suite : cet ouvrage est utile pour le nombre d'éléments concrets qu'il contient, notamment sur l'économie, mais il a des défauts notoires. Tout d'abord il est criblé de fautes d'impression, qui sont loin d'être toutes corrigées par le volumineux errata inséré, et qui sont parfois gênantes : p. 85 « FLRC » au lieu de « FLEC », p. 86 « MNLC » au lieu de « FNLC », p. 94 « UNITA » au lieu de « UNIP », etc. Des erreurs tout court aussi : les comités « Henda » et « Amilcar Cabral », d'une part, et l'« Organisation communiste angolaise », d'autre part, ne comprenaient nul militant du PCP en 1975 mais, respectivement, des maoïstes du MRPP et d'autres petits groupes portugais, et des « pro-albanais » de l'UDP. Ce qui est vrai, c'est qu'ensuite, en 1977, certains anciens de l'OCA et des militants du PCP se

retrouveront aux côtés de Nito Alvès dans sa tentative de coup d'État. Il est faux de dire que les milices d'autodéfense étaient affiliées au MPLA dans l'été 1975, lors de l'expulsion du FNLA de Luanda : il y eut un mouvement populaire urbain, dont le MPLA s'est servi mais dont il n'a nullement pris l'initiative. Il est surprenant de voir que l'auteur calque littéralement la version officielle du coup d'État de mai 1977, sans chercher à fouiller davantage. Mais le gros défaut de l'ouvrage, c'est surtout ses carences d'analyse : l'auteur (quelles que soient par ailleurs ses positions politiques, qui semblent tout à fait indépendantes) accepte comme argent comptant le discours du MPLA : discours marxiste, donc le MPLA est marxiste ; présence de conseillers soviétiques et de soldats cubains, donc c'est un pays communiste au même titre que n'importe quelle démocratie populaire. On a une longue description de la situation par branche et région, mais aucune tentative de savoir, vu la politique concrète menée, outre les discours, ce qu'est réellement l'État angolais : un nouveau Cuba ? un régime nationaliste intransigeant ? un régime néo-colonial au discours populiste et « marxisant » ? [M. C.]

ISAACMAN (Allen) — **A luta continua. Creating a new society in Mozambique.** — New York, Foundation of State University of New York, 1978, 131 p. (Southern Africa Pamphlets. 1. Fernand Braudel Center).

Ce pamphlet est d'une nature radicalement différente de celle des autres ouvrages d'Issaacman sur l'histoire du Mozambique. Il se veut un bilan rapide des premières années de l'indépendance et de l'instauration du *poder popular*. L'auteur est, sentimentalement, à 200 % favorable au FRELIMO ; s'il évite le style « reproduction de discours officiels », il laissera sur sa faim quiconque veut une

étude rigoureuse du nouvel État. [M. C.]

VAIL (Leroy), WHITE (Landeg) — **Capitalism and colonialism in Mozambique. A study of Quelimane District.** — London, Nairobi, Ibadan, Heinemann, 1980, 419 p. Index.

Voici un livre d'autant plus important que la bibliographie actuelle sur le Mozambique s'appuie encore trop souvent sur des sources secondaires. Munis (pas toujours facilement semble-t-il) des autorisations nécessaires, les auteurs ont eu l'immense chance, en 1977, de pouvoir consulter des archives locales et régionales au moment même où elles allaient être empaquetées et concentrées à l'Arquivo Histórico de Moçambique, à Maputo, et inaccessibles pour de nombreuses années (la petite équipe de l'Arquivo travaille d'arrache-pied, mais elle a des dizaines de « kilomètres » de documents à classer...). On a donc un livre basé essentiellement sur des sources primaires (archives) et orales, ce qui lui donne une grande richesse. Il s'agit (contrairement à ce qu'indique le titre, trop vaste) d'une étude sur les relations de travail dans la province de Zambézie, berceau des « prazos » au XIX^e siècle et des grandes compagnies de la fin du XIX^e à l'indépendance. Non seulement est décrite par le menu la politique de travail forcé (les « contrats »), avant comme après l'instauration de l'Estado novo, mais aussi la réaction africaine. Les auteurs ont réuni un grand nombre de documents oraux, en particulier les chansons que les « contratados » forgeaient, sur leur lieu de travail forcé, à propos de leurs « employeurs ». De ce point de vue, cet ouvrage est nouveau, remarquable et indispensable. Il a néanmoins un défaut : il s'agit beaucoup plus d'une chronique du travail forcé que d'une analyse de la politique coloniale en ce domaine. Le dernier chapitre (« L'héritage du FRELIMO ») garde la même richesse et le même défaut :

par témoignages concrets, on y décrit l'arrivée du FRELIMO en Zambézie (province où il était peu implanté), sa politique hostile aux grèves et à l'organisation indépendante des travailleurs, mais on n'y analyse pas cette politique (que ce soit pour l'approuver ou la critiquer). La lecture

de cet ouvrage pourra être avantageusement complétée par celle du livre d'Allen F. Isaacman sur la même région pour la période précédente : *A tradição de resistência em Moçambique. O Vale do Zambeze, 1850-1921* (Porto, Afrontamento, 1979, 356 p. Bibliogr.). [M. C.]

POLITIQUE AFRICAINE

Numéros disponibles

1. <i>La politique en Afrique noire : le haut et le bas</i>	45,00 F
2. <i>L'Afrique dans le système international</i>	45,00 F
3. <i>Tensions et ruptures en Afrique noire</i>	45,00 F
4. <i>La question islamique en Afrique noire</i>	45,00 F
5. <i>La France en Afrique</i>	50,00 F
6. <i>Le pouvoir d'être riche</i>	50,00 F
7. <i>Le pouvoir de tuer</i>	50,00 F
8. <i>Discours populistes, mouvements populaires</i>	50,00 F
9. <i>L'Afrique sans frontière</i>	55,00 F